

A banner with a blue and purple gradient background. The text "8 mars 2024 à Rouen" is in white, bold, sans-serif font. Below it, "réarmement féministe !" is in a larger, white, bold, sans-serif font. The background image shows a building facade with windows.

8 mars 2024 à Rouen réarmement féministe !

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genres, s'inscrit dans un contexte de guerre et de crise écologique, économique, sanitaire, sociale et donc politique.

Cette journée doit être l'occasion, partout dans le monde, de dénoncer encore et toujours les systèmes qui oppriment les femmes et les minorités de genre – le patriarcat et le capitalisme – et de rendre visibles toutes les dynamiques pour maintenir nos droits et en conquérir de nouveaux.

Des ministres homophobes et transphobes, un ministre accusé de viol, un autre de prise illégale d'intérêt, une ministre de l'égalité connue pour son homophobie et complaisante avec des activistes transphobes et proches de l'extrême-droite, un président qui piétine ouvertement les victimes et instaure un climat d'impunité : le gouvernement donne le ton et renie ses engagements. Nous sommes bien loin de la grande cause du quinquennat. Sans oublier les nouvelles injonctions au "réarmement démographique", thématique si chère à l'extrême-droite.

Nous dénonçons :

- Les stéréotypes liés au genre, à l'âge, à la couleur de peau, à l'orientation sexuelle, à la croyance, au handicap, au métier exercé, à la situation administrative.
- La discrimination des femmes et minorités de genre les plus précarisées, migrantes, à la rue, usagères de drogue ou vendant des services sexuels.
- L'acceptation des discours d'extrême droite qui favorisent la guerre et la répression envers les personnes racisées et précaires, la répression du mouvement écologiste.
- Le passage en force de réformes et de lois précarisant les plus précaires et enrichissant les plus riches, notamment via la réforme de pôle emploi en France Travail.
- La loi asile-immigration qui va empirer le statut des femmes migrantes, stigmatisant toujours plus "l'étrangère".
- Le refus du gouvernement de voter au niveau européen pour une définition du viol reposant sur le consentement.
- La fermeture de 150 centres d'accès à l'IVG, la baisse des subventions pour les planninges familiaux et la casse des services publics qui limitent la prise en charge spécifique des femmes et minorités de genre.
- L'impunité et l'omerta autour des personnes accusées de VSS, notamment quand cette impunité découle du statut privilégié de l'agresseur, auprès des pouvoirs politiques, économiques et culturels.

Nous revendiquons :

- L'écoute et la valorisation de la parole des premier.es concerné.es.
- L'urgence à lutter contre les violences sexistes et sexuelles avec des moyens à la hauteur de la réalité.
- Une société débarrassée du sexisme, du racisme, de l'islamophobie, de l'antisémitisme et de toute autre instrumentalisation du corps des femmes.
- Notre solidarité avec les femmes et minorités de genre du monde entier dans toutes les zones de guerre et de conflit.
- Des papiers et la libre circulation pour tou.te.s.
- L'égalité au travail : l'égalité salariale et la revalorisation des professions féminisées, souvent les plus précaires en améliorant les conditions de travail et en reconnaissant la pénibilité des métiers à prédominance féminine.
- L'abrogation de la réforme des retraites et la loi immigration.
- Le rattrapage des pensions des femmes retraitées.
- La répartition des tâches domestiques et parentales nécessite une accélération et une généralisation des politiques contre les stéréotypes sexués et ce, dès le plus jeune âge, et la création de services publics de la petite enfance et de la perte d'autonomie.
- La constitutionnalisation du droit à l'IVG et son accès sur tout le territoire.
- Des services publics de qualités qui prennent en compte les spécificités des femmes et minorités de genre
- Droit à disposer de nos corps autonomie pour toutes : PMA pour toutes, droit à disposer de ses gamètes, fin des stérilisations et avortements forcés infligés aux femmes handicapées.

Nos organisations appellent à manifester à Rouen le 8 mars 2024 à 18h devant le musée des Beaux-Arts.

